

Le milieu agricole demande l'intervention du monde politique

Montréal (PC) — La fermeture annoncée de l'usine Olymel de Vallée-Jonction a secoué le milieu agricole, qui demande l'intervention du monde politique, lequel a également réagi.

La direction d'Olymel a annoncé, mardi soir, qu'elle fermerait son usine de Vallée-Jonction, en Beauce, après que ses travailleurs eurent rejeté à 97 pour cent les demandes de concessions formulées par l'employeur.

Olymel demandait d'importantes concessions monétaires à ses 1100 employés syndiqués à la CSN, à défaut de quoi elle fermerait l'usine. Devant le rejet quasi unanime, le transformateur de viande a donc annoncé qu'il fermerait l'usine, confronté qu'il est à des pertes financières.

Réagissant à cette annonce, hier, l'Union des producteurs agricoles et sa Fédération des producteurs

de porcs ont crié à la mise en péril de «la filière porcine québécoise».

Il importe de souligner que cette fermeture de Vallée-Jonction s'ajoute à celle des installations de Saint-Valérien-de-Milton et de Saint-Simon-de-Bagot, sans compter le conflit de travail qui a cours à l'abattoir ATRAHAN, à Yamachiche.

Le tout «aura des conséquences néfastes sur l'emploi et l'économie des régions», a déploré le président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, Claude Corbeil.

L'UPA et sa fédération demandent l'intervention rapide du gouvernement du Québec «pour sauver la filière porcine québécoise avant qu'il ne soit trop tard».

L'ancien premier ministre Lucien Bouchard, négociateur pour Olymel, était décontenancé par le rejet des demandes par les

syndiqués. En entrevue au réseau TVA, il a admis qu'il avait envisagé de se rendre personnellement à l'assemblée syndicale, mardi à Tring-Jonction, pour tenter de convaincre les travailleurs de l'urgence de la situation.

À Ottawa, le ministre fédéral du Travail Jean-Pierre Blackburn, responsable du Développement économique régional, était pour sa part secoué. «Quand vous voyez 1100 personnes qui risquent de perdre leur emploi, plus les familles, plus les sous-traitants, plus ci, plus ça, c'est inimaginable. Il faut que les gens arrivent à trouver une solution.» Le ministre fédéral du Travail ne peut intervenir, puisque le dossier relève plutôt de son homologue provincial.

Le ministre de l'Industrie et député de la région, Maxime Bernier, conserve pour sa part espoir. •



30 janvier Le Bulletin > Informations > Actualité

Recherche Go



Ottawa (Ontario), 22 janvier 2007 - Selon *Mission Possible: A Canadian Resources Strategy for the Boom and Beyond*, le fait de soumettre les industries agro-alimentaires du Canada aux règles du commerce mondial favorisera l'innovation et la croissance dans ce secteur.

Publié aujourd'hui par Le Conference Board du Canada, le rapport final du *Projet Canada* - programme de recherche échelonné sur trois ans - constitue sans doute la tentative la plus ambitieuse des vingt dernières années pour réinventer l'économie canadienne.

« Le Canada doit prendre plus fermement position en faveur d'un accès amélioré aux marchés mondiaux dans les négociations commerciales internationales. Une plus grande libéralisation des échanges serait bénéfique à la majeure partie du secteur agro-alimentaire canadien, puisque près de 80 p. 100 du revenu agricole dépend des exportations », déclare Gilles Rhéaume, vice-président des Politiques publiques.

« Le secteur agro-alimentaire canadien est à la croisée des chemins. Il a la possibilité de tirer parti de la demande mondiale de produits alimentaires de qualité supérieure, mais a besoin pour cela qu'on réforme la réglementation, mette l'accent sur l'innovation et facilite l'accès aux marchés mondiaux », ajoute M. Rhéaume.

Afin d'améliorer sa compétitivité dans le monde et sa capacité d'innovation, le secteur doit pouvoir compter sur un système de réglementation qui permettra d'approuver plus rapidement les produits nouveaux, tout en continuant de protéger la santé du public et l'environnement avec vigilance. La sécurité alimentaire est essentielle à la protection des exportations et de la population canadiennes.

Mission Possible: A Canadian Resources Strategy for the Boom and Beyond se penche sur l'avenir de quatre grands secteurs des ressources naturelles du Canada - les produits forestiers, l'agro-alimentaire, les mines et l'énergie. Il s'agit du deuxième volume d'un recueil de quatre intitulé *Mission possible : une prospérité durable pour le Canada* qui constitue le rapport final du *Projet Canada*, programme de recherche et d'échange d'une durée de trois ans qui vise à améliorer le niveau de vie au Canada et la position de notre pays en Amérique du Nord et dans le monde. Ces travaux de recherche ont été financés en partie par une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), organisme fédéral autonome qui appuie la recherche en milieu universitaire dans des domaines clés de la vie sociale, culturelle et économique du Canada.

Site(s) extérieur(s) cité(s) dans cet article :